

Aux Etats-Unis, dans les écoles-forteresse

Boucliers pare-balles, porte-documents blindés, caméras de surveillance : face aux fusillades de masse, comme celle de Santa Fe, au Texas, le 18 mai, et à l'absence de réponse politique au problème des armes à feu, les écoles américaines multiplient les dispositifs sécuritaires

POCOMOKE (MARYLAND) - envoyée spéciale

Quelle le veuille ou non, Annette Wallace pense chaque jour au pire : qu'un tireur surarmé fasse irruption dans son lycée de Pocomoke, un établissement de 350 élèves situé dans la campagne apparemment paisible de cet extrême sud du Maryland. L'énergique proviseuse imagine la scène : l'affolement, les cris, les portes que l'on verrouille à la hâte, les enseignants qui tentent de faire barrage, comme c'est souvent le cas dans ces tragédies. « Dans ce genre de situation, les professeurs sont les premiers recours. Ils utilisent leur corps comme un bouclier pour sauver leurs élèves », note la jeune femme, entre admiration et effroi.

Aussi, lorsque le directeur de Hardwire, l'usine voisine spécialisée dans le blindage des véhicules militaires, lui a proposé d'installer des boucliers pare-balles dans son établissement, M^{me} Wallace n'a pas hésité. « Au moins, maintenant, en cas d'urgence, on peut se saisir de cette protection ; on n'est plus seuls face au tireur », poursuit-elle en arpentant les couloirs silencieux du lycée, où, entre les casiers et les salles de classe, elle fait le compte des boucliers rouges récemment accrochés aux murs. En tout, une trentaine de ces plaques, équipées de deux poignées, étonnamment légères, ont été livrées par George Tunis, l'entrepreneur ingénieur fondateur de la société installée sur une ancienne friche de Pocomoke.

C'est ainsi : après chaque nouvelle fusillade de masse, comme celle qui a fait 10 morts et 10

blessés, vendredi 18 mai, à Santa Fe (Texas), le débat qui, durant quelques jours, agite le pays sur les raisons de telles tragédies en cache un autre, plus concret, plus local. Comment protéger au mieux les écoles de ce poison si typiquement américain ? « On vit au quotidien avec cette préoccupation en tête, témoigne M^{me} Wallace. Or, des enseignants, des élèves qui ne se sentent pas en sécurité ne peuvent pas se concentrer sur les apprentissages. » Son établissement disposait pourtant déjà d'une entrée sécurisée, d'un agent de police spécialement affecté à la sécurité de ses élèves, de portes de classe verrouillables de l'intérieur. Et les lycéens de Pocomoke, comme la plupart des jeunes Américains, sont soumis chaque année à plusieurs alertes « intrusion ».

« Après la tuerie de Columbine [1999, 15 morts, dont les deux tireurs], je n'ai pas réagi, j'ai pensé que c'était un événement isolé. Mais, après celle de Sandy Hook [26 morts en 2012], je me suis dit qu'il fallait faire quelque chose, explique M. Tunis, tout en déambulant entre les presses géantes de son atelier. On ne peut pas laisser les enseignants totalement démunis. Avec les boucliers, ils ont un outil simple et efficace qu'ils peuvent utiliser de manière agressive contre un tireur. » La firme, qui a blindé 20 000 camions militaires envoyés sur tous les théâtres d'opérations de ces dernières années et 4 000 voitures de police, s'est donc lancée dans la production de boucliers, de plaques à glisser dans les sacs à dos ou de porte-documents pare-balles. Des dons privés et de l'argent public ont financé ces innovations technologiques. Aujourd'hui, M. Tunis assure que le marché des boucliers pour les écoles, les bars ou les lieux publics et celui des sacs à dos blindés sont en hausse constante, « notamment après chaque fusillade et au moment de Noël ». « A terme, il faudrait que les boucliers deviennent obligatoires dans les écoles, au même titre que les extincteurs », estime M^{me} Wallace, tout en espérant n'avoir « jamais à s'en servir ».

Dans l'Oklahoma, Terry Shaw, responsable des trois établissements scolaires de Healdton, cède aussi à cet engouement pour les mesures de sécurité. Lui a fait voter le financement de sept « abris anti-armes », installés dans les salles de classe et utilisés... comme espaces de lecture. Dans cette région sujette aux intempéries, cette décision lui a permis de faire d'une pierre deux coups. « A l'origine, ce sont des abris antitornades, mais la société qui nous les a vendus nous a montré qu'ils étaient aussi à l'épreuve des balles. » Un investissement de 30 000 dollars l'unité (environ 25 550 euros), financé par un emprunt. « Avec ce dispositif, en cas de problème, 35 enfants et deux adultes peuvent se mettre à l'abri en trente-cinq secondes, vante M. Shaw. Un verrou sur une porte ne suffit pas ; le tireur peut les faire sauter. »

UN MARCHÉ EN FORTE HAUSSE

Tous n'en viennent pas à de telles extrémités. Mais, si l'on en croit les chiffres du secteur de la sécurité, la psychose de la fusillade à l'école gonfle les ventes, suscite l'offre de produits nouveaux et génère une armée de « spécialistes ». Depuis une vingtaine d'années, les détecteurs de métaux ont fait irruption à l'entrée de certaines écoles ; des grilles ont été dressées pour sécuriser les bâtiments, mettant fin à la tradition de campus ouverts sur l'extérieur ; des systèmes de fermeture à distance des portes de classe sont apparus ; la demande pour l'installation de caméras de surveillance a bondi – 80 % des établissements scolaires publics étaient équipés en 2015 (dont 94 % des lycées), contre 20 % en 1999, année de la fusillade de Columbine, selon une enquête du Centre national des statistiques sur l'éducation. Résultat, en 2017, les ventes liées aux équipements de sécurité en milieu scolaire ont atteint 2,7 milliards de dollars, en augmentation de 10 % par rapport à 2015, selon le cabinet d'information économique IHS Markit.

Le marché pourrait progresser encore : la multiplication des *school shootings*, de plus en plus fréquents et de plus en plus meurtriers, liée à l'absence de réponse politique globale au problème des armes à feu dans le pays, pousse les Etats à déboursier davantage d'argent pour sécuriser leurs écoles. Une tendance confirmée par M. Tunis : « C'est plus facile aujourd'hui d'obtenir des fonds, car on est dans une période où la prise de conscience du problème dans l'opinion publique est très élevée. » Autre signe de cette préoccupation générale, la conférence sur le thème de la sécurité organisée chaque année par l'association nationale des agents de sécurité dans les écoles attire de plus en plus de participants.

L'impuissance ressentie à chaque drame apporte aussi son lot de mesures vues par certains comme des gadgets. Un district de Pennsylvanie a récemment équipé ses enseignants de mini-battes de base-ball à utiliser en cas d'agression... Barry Tull, lui, ne se déplace plus dans les couloirs de son établissement sans son porte-documents blindé. « On avait déjà des caméras et des portes qui ferment à clé. Mais, au cas où le tireur arriverait jusque dans la classe, on a maintenant quelque chose pour se défendre », juge ce responsable d'une école privée du Maryland. Quelque 60 boucliers blindés ont aussi été installés dans cet établissement de 520 élèves et 55 enseignants.

ARMER LES ENSEIGNANTS ?

Pour M. Tull, comme pour nombre de cadres scolaires, il est naturel de « chercher en permanence à améliorer la sécurité » des élèves. Depuis Parkland (Floride), le 14 février (17 morts), où le déclenchement de l'alarme incendie a fait sortir les élèves de leurs classes, les amenant directement sous le feu du tireur, M. Tull

réfléchit à de nouvelles procédures de regroupement en cas d'alerte. Et, précise-t-il, « toutes les options pour se défendre sont sur la table ». Y compris l'armement des enseignants.

Dans l'Oklahoma, Etat réputé ouvert au port d'armes, son collègue de Healdton reconnaît qu'il ne serait pas contre. Lui-même possède une arme, mais pas (encore) le permis pour la porter dans ces lieux publics que sont les écoles. « Un bon type avec une arme est le mieux placé pour stopper un mauvais type armé », juge l'éducateur, à l'unisson du lobby proarmes aux Etats-Unis.

Mais le fait d'armer les professeurs, mesure remise en avant par la National Rifle Association (NRA) et le président Donald Trump après la fusillade de Floride, est loin de faire l'unanimité. D'après M. Tunis, « plus on met d'armes dans l'équation, plus on prend le risque d'avoir des victimes ». Bryan Warnick, professeur d'éthique et de politiques éducatives à l'université d'Etat de l'Ohio, s'étranglerait presque à l'énoncé d'une telle hypothèse : « Armer les enseignants transformerait leurs élèves en cibles potentielles ! » Une aberration.

Au-delà même de cette mesure extrême, la course à la sécurité ne le convainc pas. « Plus on construit des écoles-forteresse, plus on fait passer le message que l'école est un lieu dangereux, où la violence est non seulement possible

mais probable, estime M. Warnick. Avec la multiplication des exercices d'alerte et le principe répété du "cours, cache-toi ou bats-toi", l'école n'est plus un havre, comme elle devrait l'être. Et cela change la relation enseignants-élèves : les profs voient les jeunes comme des tireurs potentiels. Du coup, on leur demande de surveiller l'état de santé mentale de leurs élèves. »

Joanna Avery est bien placée pour douter de l'efficacité de tous les outils aujourd'hui sur le marché. En 2016, un tireur a fait feu sur les élèves d'une école primaire de son district, en Caroline du Sud, tuant un enfant de 6 ans qui jouait dans la cour de récréation. « Quand une personne veut faire du mal, ce ne sont pas des boucliers ou des détecteurs de métaux qui l'en empêcheront, estime la responsable des écoles du secteur d'Anderson. Il faut juste être plus vigilants, travailler en collaboration avec les forces de l'ordre et avoir des spécialistes de la santé mentale à disposition. » Elle reconnaît toutefois que les exercices « intrusion » pratiqués depuis six ans ont aidé les enseignants à gérer la situation.

Mais se relever d'une telle tragédie prend du temps, « qu'il y ait un mort ou qu'il y en ait 17 », confie M^{me} Avery. Pourtant, depuis deux ans, elle n'a guère reçu d'aides fédérales ou de l'Etat. Seules quelques mesures ont été prises : les infirmières scolaires ont suivi une for-

mation particulière pour traiter les blessures de guerre et toutes les écoles possèdent désormais un « trauma kit », avec du matériel spécial pour les blessures par balle. Une manière comme une autre de ne pas se sentir totalement démuné face à une maladie que les Etats-Unis ne parviennent décidément pas à prévenir. ■

STÉPHANIE LE BARS

« L'ÉCOLE N'EST PLUS UN HAVRE. CELA CHANGE LA RELATION ENSEIGNANTS-ÉLÈVES : LES PROFS VOIENT LES JEUNES COMME DES TIREURS POTENTIELS »

BRYAN WARNICK
professeur à l'université d'Etat de l'Ohio